ABSTRAT

« Cet article présente l’impact de l’implication des tiers sur l’organisation et la gestion des processus électoraux par les Commissions électorales nationales indépendantes en Afrique.

Ces tiers sont les Organisations africaines et certains partenaires internationaux au développement qui apportent leur assistance aux processus électoraux en Afrique sous diverses formes.

Au regard de l’assistance extérieure dans l’organisation et la gestion des élections par les Commissions électorales nationales indépendantes en Afrique appuyées par les tiers, nous avons analysé et comparé les performances de ces institutions sous l’assistance et la supervision des Organisations africaines et de certains partenaires extérieurs au développement. Nous sommes parvenus à l’hypothèse que l’impact de cette assistance sur ces scrutins n'a pas d’une part tenu ses promesses et d’autre part, qu’elle a manqué de fournir l’expertise technique nécessaire en la matière aux pays africains dans sa mission.

Nous avons d’abord présenté l’évolution de ces processus depuis les années 90, tout en mettant l’accent sur les mobiles de l’apparition des Commissions électorales nationales indépendantes dans l’organisation et la gestion des processus électoraux en Afrique en plus de ceux qui expliquent cette assistance extérieure auprès des États africains en la matière jusqu’à ce jour.

Ensuite, après avoir analysé de cette assistance des tiers sous ses divers aspects, nous sommes arrivés au constat que celle-ci n’a pas aidé les pays africains à asseoir des institutions apolitiques techniques, capables d’organiser des processus électoraux sans problèmes et conformément aux normes internationales.

Cette assistance extérieure, s’est confrontée à deux problèmes fondamentaux qui sont la composition et la politisation de ces Commissions en l’absence d’un cadre règlementaire technique défini.

En conclusion, cette implication des tiers dans l’organisation et la gestion des processus électoraux en Afrique a eu un impact négatif sur l’évolution de la démocratie sur ce continent, faute d’une politique réaliste clairement définie. »